

l'attention de la communauté internationale sur les questions qui les touchent. En particulier, les participants de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) tenue à Addis Abéda en juin dernier ont analysé la crise dans ces moindres détails et ont proposé une série de remèdes à court, à moyen et à long termes. Nous devons appuyer fermement les efforts des ministres.

En fait, à bien y penser, il se dégage du présent débat une impression de déjà vu. Il est juste et nécessaire que le processus qui a vu le jour il y a quelque temps connaisse son point culminant, mais considérons-le comme tel, comme un point culminant, étant donné l'accumulation d'études, de rapports, de documents et de conférences qui ont ponctué l'activité des Nations Unies concernant l'Afrique tout au long des derniers mois.

Durant la seule année 1984, le secrétaire général a préparé un certain nombre de documents pénétrants qui incitent à la réflexion. En fait, il est difficile de souligner comme il se doit la qualité des initiatives du secrétaire général en ce qui concerne l'Afrique. Son cabinet a focalisé les activités, imprimé un élan au processus et défini les objectifs.

Comme chacun le sait, en juillet dernier, le Conseil économique et social (ECOSOC) a tenu un débat d'importance sur les problèmes que connaît ce continent.

Puis il y a le programme spécial de la Banque mondiale destiné à l'Afrique sub-saharienne et enfin, durant le présent débat, le projet de déclaration sur la situation économique critique en Afrique.

En somme, nous avons procédé à une longue et minutieuse analyse de la crise africaine et le temps est maintenant venu de donner suite à des conclusions largement partagées. Après avoir prêté une oreille attentive à ceux qui m'ont précédé à cette tribune, il m'apparaît évident que chaque pays participant, à des degrés divers, considère la crise africaine comme une cause célèbre internationale dont l'issue est tributaire de la volonté politique collective des Nations Unies. Nous devons donc, avant tout, chercher à parvenir à un accord sur cette question fondamentale, sans verser dans le manque de modération qui substituerait une frénésie irrationnelle à des délibérations utiles. C'est là la position du Canada. Mais au-delà du principe, il y a le fond même du problème.

Il est maintenant largement reconnu que des entraves à la croissance, de caractère structurel, tout particulièrement en matière agricole, ont causé une bonne partie de ce déclin de la production. Selon la FAO (Food and Agriculture Organization), la production agricole par habitant en Afrique sub-saharienne a diminué de 1% en moyenne par année pendant les années 70, et ce déclin s'est encore accéléré dans les années 80. Les politiques de marketing, d'investissement, de prix et de revenus n'ont pu fournir des stimulants suffisants aux producteurs locaux. Les gouvernements ont rarement fait de la production alimentaire une priorité en ce qui concerne les investissements publics. Le rapide accroissement démographique — qui se situe entre 3,2 et 4% par année — à également constitué une entrave à l'autosuffisance alimentaire, tout comme la progression de la désertification et la perte de terres agricoles. Ces tendances, conjuguées à une récession internationale caractérisée par la chute des cours des produits de base, les forts taux d'intérêt, la montée des coûts énergétiques et la progression des taux d'inflation, ont entravé la croissance de la production et de l'économie.